Cahier de doléances du Tiers État d'Avrainville (Essonne)

Cahier des plaintes, doléances et remontrances arrêtées par le corps municipal, habitants et communauté de la paroisse d'Avrainville.

Art. 1^{er}. Suppression des aides, gabelles et tailles, de tous fermiers et régisseurs généraux.

Art. 2. Etablissement, pour en tenir lieu, d'un seul impôt que tous les citoyens, de quelque état qu'ils soient, payeront, à raison des biens que chacun possédera, ou de son exploitation et commerce.

Art. 3. La corvée supprimée, et les chemins réparés et entretenus aux dépens de la province.

Art. 4. Le gibier, le lapin surtout, et les pigeons, consomment la majeure partie des semences et récoltes, surtout des terroirs propres aux haricots, pois et menus grains. Il conviendrait d'ordonner la destruction entière desdits lapins et pigeons, ou tout au moins de règlements qui fussent exécutés, et à peu de frais, sans les formalités actuelles.

Si la destruction du gibier n'était pas ordonnée, régler le nombre des remises que chaque seigneur peut avoir, à raison de la quantité de ses domaines.

Art. 5. Suppression des jurés-priseurs.

Art. 6. Suppression des milices annuelles, qui coûtent beaucoup dans les campagnes.

Art. 7. Le contrôle des actes se perçoit, depuis certain nombre d'années, ainsi que l'insinuation, d'une manière beaucoup plus chère qu'auparavant. Il serait juste de diminuer ces droits. On force aujourd'hui de les payer sur des clauses pour lesquelles on n'y avait jamais pensé, il y a dix ans.

Art. 8. Les droits et casuels des curés des campagnes sont trop arbitraires. Il serait bon de les taxer partout de même.

Art. 9. La conversion en argent de la dîme en nature.

Art. 10. Il est à désirer qu'il y ait, dans chaque paroisse, une justice. Les transports des habitants de la campagne hors chez eux, leur seraient trop coûteux, s'ils étaient obligés d'aller à trois lieux pour les actes de tutelle et autres affaires semblables.

Il est bien important aussi de prévenir la cherté excessive du pain, en tenant toujours le blé dans une proportion qui ne devienne pas au-dessus du petit peuple.

Fait et arrêté par la susdite assemblée municipale, le 15 avril 1789, et habitants qui ont signé.